

A I D E M E M O I R E

Les Principes Fondamentaux de la Comptabilité des IMF



CGAP GROUPE COUNSULTATIF POUR L'ASSISTANCE AUX PLUS PAUVRES

NOTE Cet aide-mémoire est constitué des messages et notions techniques clés qui sont livrés dans ce cours. Il ne remplace pas les matériels du cours livré à travers la série de formations *Compétences pour les Cadres des IMF*. Les utilisateurs qui souhaitent participer aux cours devront contacter directement les projets et partenaires du CGAP pour les dates et lieux des cours dans les différents pays, ou ils peuvent visiter le site Internet du CGAP à www.cgap.org/html/mfis_skills_microfinance_manag.html. Le CGAP tient à remercier les personnes ayant contribué à la création et au développement de ces cours, sur lequel cet aide-mémoire est basé : Michael Goldberg, Ruth Goodwin-Groen, Brigit Helms, Jennifer Isern, Patricia Mwangi, Janis Sabetta, et tous les partenaires de formation de CGAP, Copyright 2001, Le Groupe Consultatif d'Assistance au Plus Pauvre (CGAP).

Table des Matières

Généralités et Objectifs	4
Généralités.....	4
Objectifs du cours	4
Qu'est ce que la comptabilité?	5
Principes comptables de base des IMF:	5
Comptabilité en partie double.....	6
Principe de prudence.....	6
Principe d'importance relative.....	7
Principe de spécialisation des exercices.....	7
Principe de rattachement.....	7
Etats Financiers	10
Le Bilan	10
Le Compte de Résultat	14
Le Tableau de Flux de Trésorerie	18
L'Examen du Portefeuille	19
Le Cycle Comptable	23
Etape 1: Classification des Transactions.....	24
Etape 2: Saisie	26
Etape 3: Report	29
Etape 4: Balance.....	32
Etape 5: Les écritures d'inventaire	32

Etape 6: Les écritures de clôtures	35
Etape 7: Préparations des états financiers.....	36
Etape 8: Clôture.....	36
Outils de Prise de Décisions	37
Système d'Information de Gestion	37
Contrôles	41
Contrôles Internes.....	41
Sources de Risque	41
Audits Externes.....	41
Glossaire des Termes pour les Etats Financiers.....	42
Bilan	42
Compte de Résultat	49
Bibliographie.....	54



Généralités

Les meilleures pratiques en microfinance au plan international montrent qu'une bonne analyse financière est la base de la réussite et de la pérennité des activités de microfinance. La qualité d'une analyse financière dépend de la qualité des informations à partir desquelles se fait l'analyse. Ces informations proviennent en grande partie du système de comptabilité, donc les informations comptables sont fondamentales pour évoluer vers la pérennité.

Objectifs du cours

- Comprendre comment se construisent des états financiers
- Acquérir une connaissance de base :
 - Principes comptables
 - Comprendre comment les informations comptables peuvent permettre à un responsable de repérer et d'analyser les problèmes
- Enregistrer les opérations comptables
- Créer des états financiers qui prennent en compte les pertes sur crédits, le produit des intérêts et les financements des bailleurs de fonds
- Utiliser les données comptables pour générer des informations utiles à l'institution de microfinance

Qu'est ce que la comptabilité?



La Comptabilité

- Est le processus qui consiste à enregistrer, classer et résumer les événements économiques
- Permet de préparer les états financiers
- Fournit des informations qui permettent à la direction de choisir les mesures à prendre pour orienter les activités de l'entreprise afin qu'elles soient cohérentes avec la mission et les objectifs du plan de développement.

Principes comptables de base des IMF:

- Comptabilité en partie double
- Principe de prudence
- Principe d'importance relative
- Principe de spécialisation des exercices
- Principe de rattachement

Comptabilité en partie double

$$\text{Actif} = \text{Passif (Dettes + Fonds propres)}$$

- Toute opération affecte au moins deux comptes de l'actif ou du passif (dettes ou fonds propres).
- Pour que l'équation comptable soit toujours vérifiée, toute modification des actifs doit avoir pour contrepartie une modification d'un montant égal des dettes ou fonds propres ou d'un montant égal mais de signe opposé d'un autre poste actif.

Les postes de produits ou charges enregistrent les opérations « non-stock » (ou de flux). Les opérations « non-stock » (ou de flux) commencent au début de l'exercice et finissent à la fin de l'exercice. En fin d'exercice, le solde net des produits et les charges est pris comme profit ou perte finale. Ce résultat (profit ou perte) est ensuite transféré au bilan dans les fonds propres. Ainsi, on s'assure que le bilan est en équilibre.

Principe de prudence

Prudence veut dire : présenter des informations comptables d'une façon qui **ne surévalue pas les actifs, les produits, les bénéfices** et qui, **ne sous-évalue pas l'endettement, les charges et les pertes**. Il sert à présenter des informations financières de manière sincère d'un exercice à l'autre.

Principe d'importance relative

Les comptes d'importance significative doivent être présentés séparément dans les états financiers. Une information est considérée comme significative lorsque son omission est susceptible d'influencer les décisions économiques prises par les destinataires des états financiers.

Principe de spécialisation des exercices

La spécialisation implique que les produits sont enregistrés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés plutôt que dans l'exercice au cours duquel ils sont effectivement encaissés. Elle définit le moment auquel les revenus sont reconnus.

Principe de rattachement

Une institution engage des dépenses dans le but de générer des revenus. Les charges doivent donc être enregistrées dans le compte de résultat au cours du même exercice que les revenus qu'elles permettent de générer.

Comptabilité Financière versus Comptabilité de Gestion

Comptabilité Financière

Présenter une image synthétique des résultats financiers des opérations passées à des destinataires externes

Externe

Simplifiée

Uniquement les opérations passées

Présentation normalisée

Annuelle

Finalisée, Précise

Une fin en soi (ex., audit indépendant)

Reporting et justification des informations

Comptabilité de Gestion

Collecter et présenter les informations sur les opérations passées, mais aussi les prévisions à un niveau beaucoup plus détaillé, pour qu'elles soient utilisables par la direction

Interne

Détaillée

Opérations passées et projetées

Présentation libre

Journalière/Quotidienne/Mensuelle/

Trimestrielle/etc..

Evolutive, Souple

Un moyen (outil de gestion)

Analyse et Action

Source: Tony Sheldon, SEEP Training Notes, 1997.

Trois concepts clés liés à la comptabilité des IMF:

Comptabilité de Caisse ou d'Engagement		Comptabilisation des Produits des Intérêts		Comptabilisation des Subventions et Emprunts à Taux Subventionnés	
Caisse	Engagement	Caisse	Engagement	Subventions	Emprunts à Taux Subventionnés
Les produits ne sont pas enregistrés avant d'avoir été encaissés et les charges ne sont pas enregistrées avant qu'il y ait eu décaissement.	Elle enregistre les opérations au moment où elles ont lieu, même s'il n'y a pas eu d'échange monétaire entre les parties. D'après la norme comptable internationale IAS, les états financiers doivent être préparés suivant la comptabilité d'engagement. Cependant, il est également reconnu que certaines situations comme la recouvrabilité des créances douteuses requièrent l'application du principe de prudence.	Enregistrer les intérêts lorsque l'argent correspondant est encaissé. Il s'agit de la méthode la plus prudente – quand les intérêts sont payés avec chaque remboursement. Cependant, si les intérêts sont payés d'avance, il faut appliquer le principe de rattachement.	Enregistrer le produit des intérêts lorsqu'il est échu et non lorsque l'argent correspondant est perçu.	Ne pas les intégrer dans les produits d'exploitation ou dans le report à nouveau. Les enregistrer après le bénéfice ou la perte d'exploitation dans le compte de résultat. Les transférer au bilan comme dotations en fonds propres.	Prêts faits à l'IMF à des taux inférieurs aux taux du marché Les enregistrer séparément des prêts commerciaux de façon à voir la subvention



Les IMFs utilisent en général quatre types d'états financiers:

- Le bilan
- Le compte de résultat
- Le tableau de flux de trésorerie
- L'examen du portefeuille

Le Bilan

$$\text{Actifs} = \text{Passifs (Dettes + Fonds Propres)}$$

Le **bilan** est la synthèse de la situation financière d'une organisation à une date donnée. Il présente les ressources économiques d'une organisation et les emplois correspondant à ces ressources.

Actifs

- Représentent ce qui appartient à l'institution ou ce qui lui est dû.
- Il s'agit des éléments dans lesquels l'institution a investi des fonds dans le but de générer des rentrées futures d'argent.

Dettes

- Représentent ce qui est dû par l'organisation aux tiers, soit sous forme d'emprunts contractés, soit sous forme d'obligation à fournir des biens ou services dans le futur.

Fonds Propres

- Représentent la valeur nette de l'institution.
- Comprennent les apports en capital des investisseurs et bailleurs, les reports à nouveau et le résultat de l'exercice en cours.

Exemple de Bilan : Format CGAP

	Période de l'exercice
Actif	
1.	Caisse et disponibilités bancaires
2.	Réserves auprès de la Banque centrale
3.	Placements à court terme sur les marchés financiers
4.	Encours de crédits bruts
5.	(Provisions pour créances douteuses)
6.	Autres actifs à court terme
7.	Immobilisations financières
8.	Immobilisations nettes
9.	Total Actif
Dettes	
10.	Comptes d'épargne obligatoire
11.	Comptes d'épargne volontaire
12.	Dépôts à terme
13.	Emprunts aux conditions du marché
14.	Emprunts auprès de la Banque centrale
15.	Emprunts à taux subventionné
16.	Autres dettes à court terme
17.	Autres dettes à long terme
18.	Total Dettes
Fonds Propres	
19.	Capital social (appelé et versé)
20.	Subventions en fonds propres (montant cumulé des années antérieures)
21.	Subventions en fonds propres (de l'exercice)
22.	Report à nouveau (hors subventions)
23.	Résultat de l'exercice (hors subventions)
24.	Autres postes de fonds propres
25.	Total Fonds Propres
26.	TOTAL PASSIF

Source: Cadre d'évaluation des institutions de microfinance, Secrétariat du CGAP, Juillet 1999.

Exemple de Bilan : Définitions des postes

Postes	Utilisation des comptes
Actif	
1. Caisse et disponibilité bancaires	Monnaie en caisse, dépôts à vue, compte chèque courant et autres instruments peu ou pas rémunérés
2. Réserves déposées à la Banque centrale	Uniquement dans les cas où il s'agit d'intermédiaires financiers agréés
3. Placements à court terme sur les marchés financiers	Dépôts rémunérés et placements financiers destinés principalement à la gestion de trésorerie
4. Encours brut de crédits	Total de l'encours de crédits aux clients y compris les crédits en arriérés pas encore passés en perte
5.(Provisions pour créances douteuses)	Poste qui vient en déduction de l'actif : provisions pour couvrir les pertes probables sur les crédits à problème qui n'ont pas encore été passés en perte
6. Autres actifs à court terme	Créances clients ou débiteurs divers, intérêts courus sur les placements, comptes de régularisation
7. Immobilisations financières	Participation dans toute autre entreprise, autres immobilisations à long terme générant un rendement
8. Immobilisations nettes	Terrains, constructions, équipements, valeur nette des amortissements
9. Total Actif	
Dettes	
10. Epargne obligatoire	Dépôts obligatoires des clients prévus par la méthodologie de crédit
11. Epargne volontaire	Dépôts à vue du grand public
12. Dépôts à terme	Certificats de dépôts du grand public
13. Emprunts aux conditions du marché	Emprunts contractés par l'institution au taux d'intérêt du marché auprès des banques et autres institutions financières
14. Emprunts auprès de la Banque centrale	Réescompte sur autres lignes de crédit spécifiques à la Banque centrale
15. Emprunts à taux subventionné	Emprunts à taux concessionnels contractés auprès des bailleurs de fonds, etc.
16. Autres dettes à court terme	Dettes fournisseurs ou créditeurs divers, intérêts courus dus sur les emprunts et les dépôts, comptes d'attente et de régularisation
17. Autres dettes à long terme	Emprunts fonciers, emprunts obligatoires, etc.
18. Total Dettes	
Fonds Propres	
19. Capital social (appelé et versé)	Apport en capital versé par les actionnaires
20. Subventions en fonds propres (montants cumulés des années antérieures)	Subventions en numéraire versées au cours des années antérieures
21. Subventions en fonds propres de l'exercice	Toute subvention/don de l'exercice (dont celles qui figurent au compte de résultat sous la ligne résultat net d'exploitation)
22. Report à nouveau (hors subventions)	Montant cumulé des résultats d'exploitation (hors subventions) des exercices antérieurs
23. Résultat net d'exploitation (hors subventions)	Montant du bénéfice/ou perte d'exploitation (hors subventions) de l'exercice
24. Autres postes de fonds propres	Autres réserves spéciales ou autres comptes de capitaux
25. Total Fonds Propres	
26. TOTAL PASSIF	

Effets des opérations sur le bilan

Une démonstration du principe de la partie double

Indiquer comment les opérations suivantes affectent le bilan en dessinant une flèche vers le haut (↑) pour une augmentation du ou des compte(s) concerné(s) et une flèche orientée vers le bas (↓) pour une baisse.

Opérations	Actifs					Dettes				Fonds propres
	Trésorerie	Encours de crédit à jour	Crédits impayés	Placements	Immobilisations	Dettes à court terme	Dépôt des clients	Dettes à long terme	Subventions affectées	Capital
1. Acheter un terrain de crédit					↑			↑		
2. Décaisser un crédit pour un client	↓	↑								
3. Acheter des mobylettes pour le personnel (50% au comptant et 50% à crédit)	↓				↑	↑				
4. Acheter des équipements de bureau avec un crédit à court terme					↑	↑				
5. Contracter un emprunt bancaire au taux d'intérêt du marché (> 1 an)	↑							↑		
6. Acheter des bons de Trésor au comptant	↓			↑						
7. Un client retire ses dépôts	↓						↓			
8. Passer un crédit en impayé		↓	↑							

Source: Joanna Ledgerwood and Kerri Moloney. *Accounting: Study Guide*. Calmeadow, Toronto, Canada, 1996.

Le Compte de Résultat

Un **compte de résultat** indique la performance économique de l'organisation sur une période de temps déterminée. Il synthétise l'ensemble des produits générés et des charges engagées sur une période comptable donnée. Il est préparé de façon à ce que l'institution puisse déterminer son résultat net (la différence entre les produits et les charges).

Produits

Relatifs aux fonds gagnés par l'institution pour des biens vendus et des services rendus au cours d'une période comptable ; les produits comprennent :

- Les intérêts des crédits à la clientèle
- Les commissions sur les crédits
- Les intérêts sur les dépôts en banque, etc.

Charges

Représentent les coûts des biens et services utilisés afin de générer des produits. Les charges directes d'une IMF comprennent

- Les charges financières,
- Les charges d'exploitation, et
- Les dotations aux provisions pour créances douteuses.

Un compte de résultat

- Est lié au **bilan** par des éléments tels que le résultat net, les amortissements, et au travers de la relation entre dotations aux provisions pour créances douteuses et provisions pour créances douteuses.
- Utilise les taux historiques d'impayés (et les provisions actuelles) d'un **portefeuille de crédit** pour établir la dotation aux provisions.
- Est lié au **tableau de flux de trésorerie** dans la mesure où le résultat net constitue le premier élément de ce tableau (méthode indirecte).

Exemple du Compte de Résultat : Format CGAP

	Période de l'exercice
Produits d'Exploitation	
1.	Intérêts et commissions sur crédits
2.	Produits d'autres services financiers
3.	Produits de placements
4.	Total produits d'exploitation
Charges d'Exploitation	
5.	Intérêts et commissions
6.	Dotations aux provisions pour créances douteuses
7.	Charges opérationnelles – personnel
8.	Autres frais généraux
9.	Total charges d'exploitation
10.	Résultat net d'exploitation
Produits et Charges Hors Exploitation	
11.	Subventions en numéraire
12.	Autres produits hors exploitation
13.	Total charges hors exploitation
14.	Résultat total consolidé

Source: Cadre d'évaluation des institutions de microfinance, Secrétariat du CGAP, Juillet 1999.

Exemple de Compte de Résultat : Définition de Postes

Postes	Utilisation des Comptes
Produits d'Exploitation	
1. Intérêts et commissions sur crédits	Tous les produits des crédits octroyés à la clientèle
2. Produits provenant d'autres services financiers (les détailler)	Par exemple : commissions sur les comptes d'épargne
3. Produits de placements	Intérêts provenant des comptes bancaires rémunérés ou des placements financiers destinés principalement à la gestion de trésorerie
4. Total des produits d'exploitation	
Charges d'Exploitation	
5. Intérêts et commissions	Intérêts et commissions versés sur les emprunts contractés, sur les dépôts des clients ou sur toute autre dette servant à financer les activités de services financiers.
6. Dotations aux provisions pour créances douteuses	Coût de la constitution/du maintien de la provision pour créances douteuses. Si les abandons de créances pour l'exercice sont supérieurs à la provision existante, passer une charge à ce poste.
7. Charges de personnel	Toutes les charges de personnel et de consultants; dont les cotisations sur salaires et autres avantages sociaux (de préférence utiliser la comptabilité d'engagement, surtout s'il s'agit de dépenses futures d'un montant important comme les indemnités de licenciement).
8. Autres frais généraux	Ne pas décomposer en plus de 10 catégories (exemple: loyer, transport, fournitures, eau/électricité/gaz, commissions, amortissements, autres).
9. Total des charges d'exploitation	
10. RESULTAT NET D'EXPLOITATION	
Produits et Charges Hors Exploitation*	
11. Subventions en numéraire	Toutes subventions en numéraire (espèce). Ne pas inclure les dons de biens et services en nature.
12. Autres produits hors exploitation (le cas échéant)	Par exemple: produits de placements qui n'ont pas été effectués dans le cadre de la prestation de services financiers, produits de services non financiers, cession de terrain, activité de conseil, etc.
13. Charges hors exploitation (le cas échéant)	Toutes les charges qui ne sont pas liées à la prestation de services financiers comme une évaluation ou une étude d'impact commanditée par un bailleur de fonds.
14. RESULTAT TOTAL CONSOLIDE	Résultat net d'exploitation + produits hors exploitation – charges hors exploitation

*Tous les produits qui ne proviennent pas des activités de services financiers.

Comparaison du Bilan et du Compte de Résultat

Le bilan est une photographie de la situation financière d'une institution à un moment précis dans le temps. Tous les montants sont cumulés, depuis la création de l'institution.

Le compte de résultat rend compte des événements qui sont intervenus entre deux bilans.

Le Tableau de Flux de Trésorerie

Un **tableau de flux de trésorerie** explique comment une organisation se procure des fonds (ressources) et comment elle utilise ces fonds (emplois) sur une période.

Un tableau de flux de trésorerie

- Organise la trésorerie par opérations d'exploitation, d'investissement et de financement.
 - Opérations d'exploitation: services offerts (activités génératrices de revenus).
 - Opérations d'investissement: dépenses effectuées pour les emplois destinés à générer des produits futurs et des flux de trésorerie.
 - Opérations de financement: ressources provenant de, et retournant aux investisseurs, ressources ayant pour origine des emprunts (court-terme et long-terme) ainsi que les fonds des bailleurs.
- Peut employer soit
 - La méthode directe, par laquelle sont présentées les principales rubriques d'entrées en numéraire brutes, et de paiements en numéraire bruts, pour parvenir au flux de trésorerie net (recommandé par les Standards Internationaux de Comptabilité).
 - La méthode indirecte part du résultat net, auquel on ajoute ou déduit selon le cas les opérations « non monétaires », les transactions engagées mais non encore soldées (charges ou produits constatés d'avance), les éléments de revenus ou dépenses associés aux flux d'investissement et aux flux de financement, pour parvenir au flux de trésorerie net.

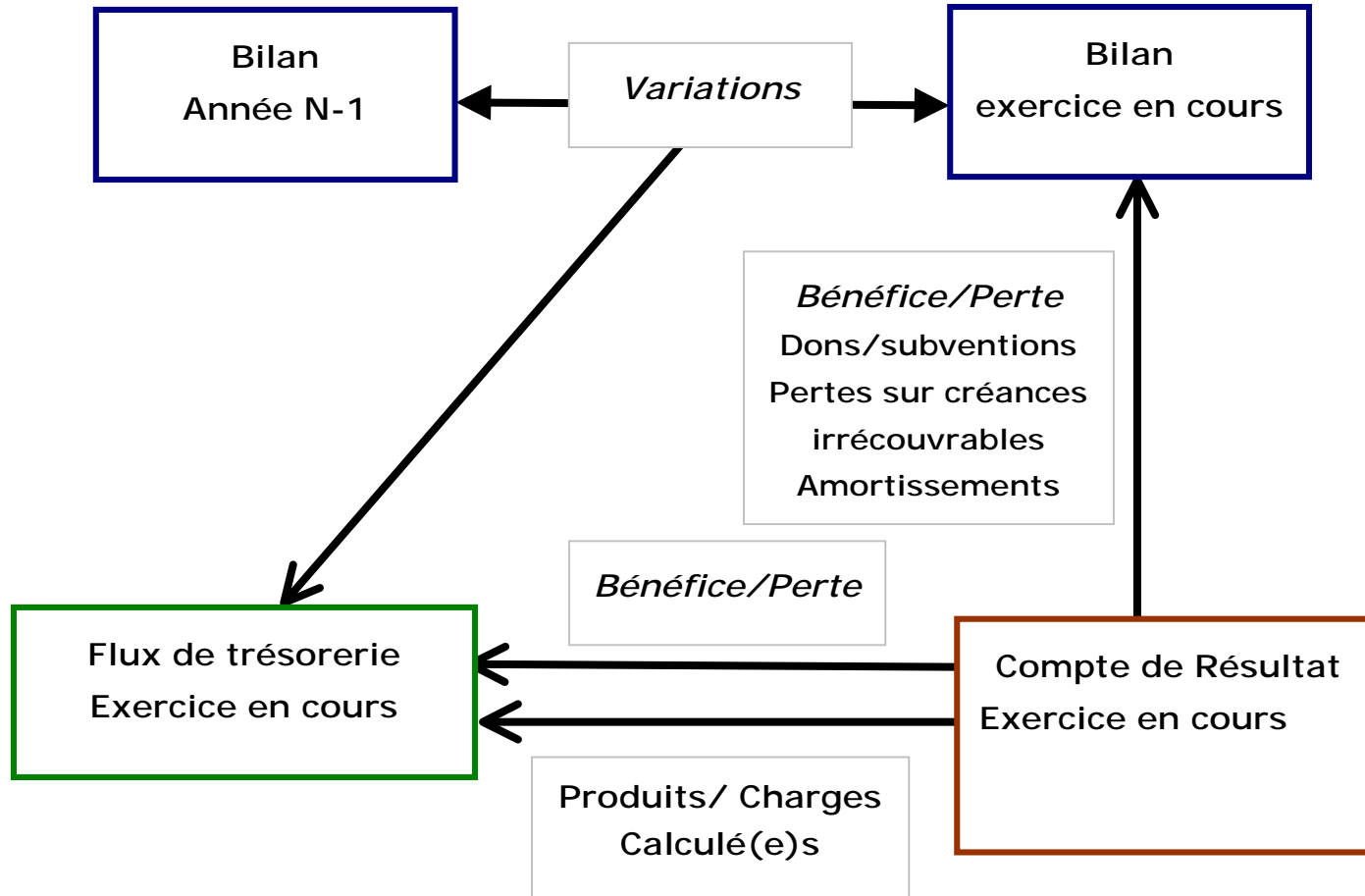
Note: Le Bilan et le Compte de Résultat sont des états comptables. Les montants peuvent être influencés par les choix de la direction en matière de politique comptable. Le tableau de flux de trésorerie ne peut pas varier en fonction des principes comptables utilisés.

L'Examen du Portefeuille

Un **examen de portefeuille** fournit des informations sur les activités de crédit d'une IMF. Il fournit l'information correcte et en temps voulu sur la qualité du portefeuille. Souvent, il comprend d'autres indicateurs de performance (par ex. la portée).

- L'information comprend habituellement
 - Le nombre et le montant total de crédits en cours en fin de période,
 - Le montant total et le nombre des crédits décaissés durant la période,
 - Le solde moyen des crédits,
 - Le montant de l'encours des crédits en retard, le montant des remboursements en retard,
 - Le montant des crédits passés en perte au cours de la période,
 - Une balance âgée
 - L'information sur la durée des crédits, le nombre d'agents de crédit, et les soldes, etc.
- Les ratios de qualité de portefeuille peuvent être calculés à partir des données du portefeuille. La balance âgée donne des informations très utiles pour évaluer la santé du portefeuille. Elle donne aussi un aperçu très pertinent sur la pérennité financière de l'IMF.
- Il est lié au compte de résultat par le fait que le portefeuille est la principale source de revenu de l'institution.
- Il est lié au bilan puisqu'il fournit les informations sur la valeur de l'encours de crédits et des créances passées en perte durant la période.
- Il est lié aux états financiers par l'utilisation des données de la balance âgée du portefeuille, puisqu'elle sert de base à la détermination des montants de dotations aux provisions pour créances douteuses sur le compte de résultat, et du montant des provisions pour créances douteuses au bilan.

Liens entre les Différents Etats Financiers



Comment “La Comptabilité pour les IMF” traite-elle les subventions et les fonds propres?

Compte de Résultat

- Les financements reçus des bailleurs de fonds sont intégrés "après coup."
- Les fonds des bailleurs sont enregistrés après le résultat net d'exploitation.

Bilan

Il y a trois sources des fonds propres provenant du compte du résultat:

- Report à nouveau de l'exercice
- Les subventions en numéraire figurant au compte de résultat de l'exercice
- Les autres postes assimilés à des fonds propres – dont solde des produits et charges hors exploitation

Cette distinction est très importante car elle permet de mettre en évidence dans le temps la proportion de fonds propres générée par l'institution de microfinance par rapport à celle apportée par des bailleurs de fonds.

Trois Possibilités pour Traiter les Subventions en Numéraire

- Buts: 1. Séparer les subventions des produits d'exploitation
2. Faire apparaître entièrement les subventions dans les fonds propres

Le traitement le plus transparent des subventions et fonds propres

A. Les subventions de l'exercice sont d'abord enregistrées sur le compte de résultat, en dessous du Résultat d'Exploitation, mais les subventions affectés pour lesquelles les conditions ont été respectés, sont divisées selon leurs utilisations : ex., Exploitation, Fonds de Crédit ou Equipement. Les subventions sont ensuite transférées selon leurs utilisation au bilan séparément du résultat net d'exploitation.

Moins transparent que A ci-dessus

B. Les subventions de l'exercice sont d'abord enregistrées sur le compte de résultat, en dessous du Résultat d'Exploitation. (y compris le montant total des subventions non affectées et la partie des subventions affectées pour lesquelles les conditions ont été respectées pendant l'exercice.) Ces subventions sont ensuite transférées comme un seul montant au Bilan, séparément du résultat d'exploitation.

Le moins transparent (ne s'accorde pas avec les standards internationaux de la comptabilité (IAS 20))

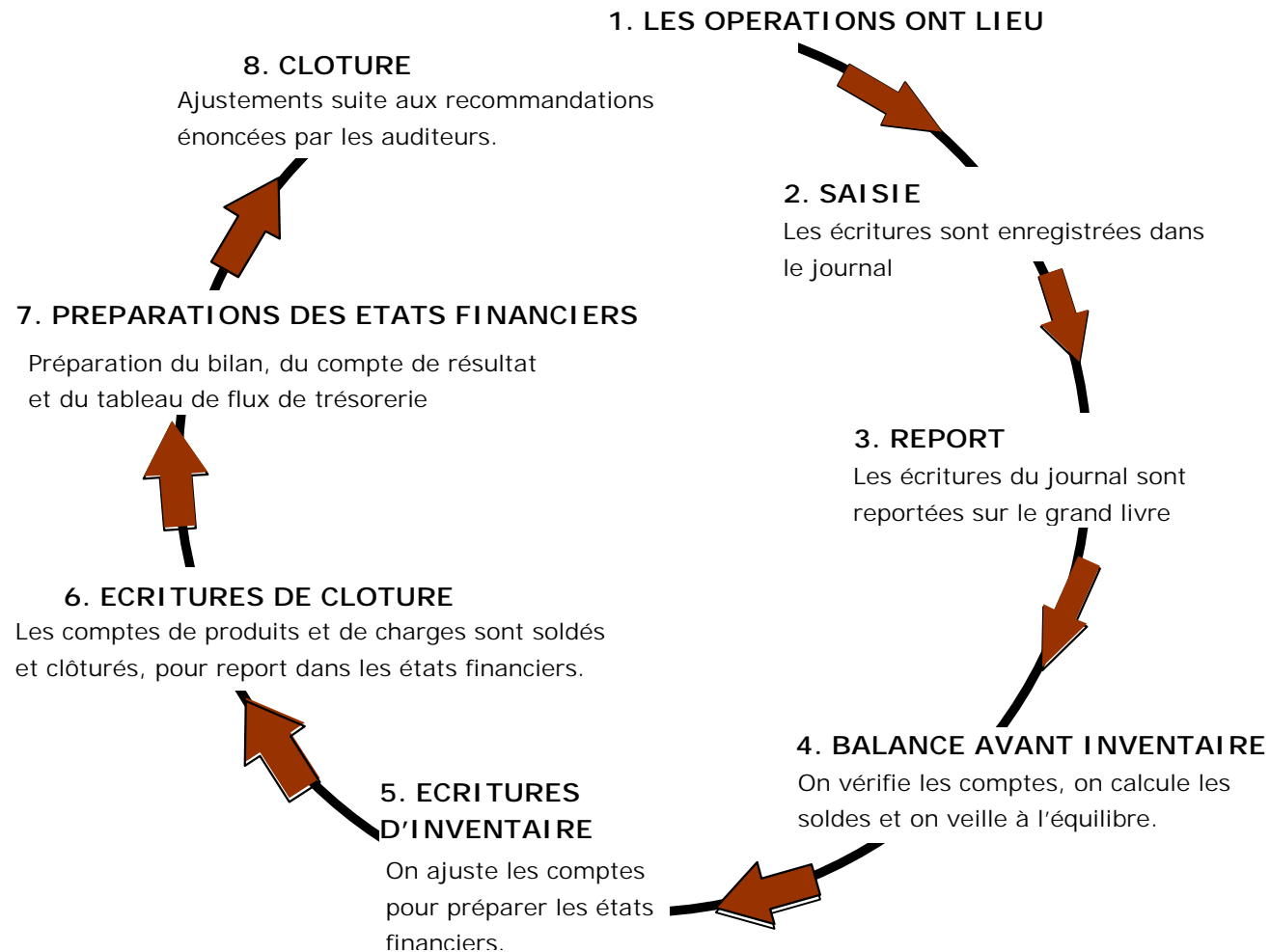
C. Les subventions en numéraire et d'exploitation non affectées de l'exercice sont enregistrées sur le compte de résultat en dessous du Résultat d'exploitation. Elles sont ensuite transférées au bilan, séparément du résultat d'exploitation. Les subventions affectées en fonds de crédit ou d'équipement de l'exercice sont enregistrées directement au bilan en fonds propres.

Note: A et B s'accordent avec l'approche "revenu" des standards internationaux de la comptabilité (IAS 20). Le C a besoin de modifications pour s'accorder avec l'approche « capital » d'IAS 20.

Le Cycle Comptable



Les huit étapes du cycle comptable décrivent la comptabilité d'une opération économique, depuis le moment où elle a lieu jusqu'au moment où elle apparaît dans les états financiers.



Etape 1: Classification des Transactions

Un plan comptable

- Il fournit la base pour enregistrer et transcrire toutes les opérations financières de l'institution.
- Il classe les informations financières de façon à pouvoir les utiliser ensuite dans les états financiers et les rapports de gestion.
- Dans l'étude de cas utilisé (cours CGAP), les opérations sont généralement classées en cinq catégories : comptes d'actifs, de dettes, de fonds propres, de produits ou de charges. D'autres modèles (ex : SYSCOA et PCG) organisent les opérations en neuf classes ou trois catégories : comptes de bilan (1 à 5), comptes de gestion (6 à 8) et les comptes analytiques (9).

Déterminants

- La structure et le niveau de détail du plan comptable déterminent le type d'information dont la direction pourra disposer et qu'elle pourra analyser à l'avenir.
- La direction doit définir le plan comptable et être claire concernant ses besoins. En particulier, il est fondamental de pouvoir différencier les subventions données par les bailleurs, des produits d'exploitation générés par les produits et services de l'IMF. Les produits d'exploitation, et non les subventions, sont la base de l'analyse financière et il est capital de pouvoir les suivre précisément sans les surestimer.
- Les différents utilisateurs des informations générées ont des besoins différents. De plus, les exigences des gestionnaires et auditeurs internes, du code fiscal, des bailleurs et de la réglementation influenceront la structure du plan comptable.
 - Certains plans comptables et modèles d'états financiers peuvent être réglementés et les IMF sont alors tenues de suivre les exigences de ces zones.

Exemple d'un Plan Comptable : Etudes de cas (cours CGAP)

Actif		Dettes		Fonds Propres	
101	Caisse	201	Emprunts à C-T	301	Capital appelé et versé
102	Réserve auprès de la Banque Centrale	202	Epargne des clients	302	Subv. en FP (cum ex antérieurs)
103	Placements	203	Dettes à L-T (comm.)	303	Subv. en FP (mont de l'exercice)
104	Encours de crédit	204	Dettes à C-T (subv.)	304	Report à nouveau hors subv.
105	Provision pour créances douteuses	205	Produits affectés/ constatés d'avance	305	Résultat de l'exercice hors subv.
106	Autre actifs à court terme			306	Autres postes de fonds propres
114	Immobilisations à court terme				
115	Terrains				
116	Equipement				
117	Amortissements				
118	Autres comptes d'actifs				
Produits			Charges		
401	Intérêts sur crédits à jour et en retard	501	Intérêts sur emprunts à court terme		
402	Intérêts sur crédits re-financés	502	Intérêts sur dépôts des clients		
403	Intérêts sur placements	503	Intérêts sur emprunts à long terme		
404	Commissions sur crédits	505	Dotations aux provisions pour créances douteuses		
405	Pénalités sur crédits en retard	510	Salaires et avantages sociaux		
410	Subventions non affectées (exploitation)	512	Communication		
		513	Courrier/coursier		
		514	Loyer		
		515	Eau/gaz/électricité		
		516	Petit Equipement		
		517	Echéances de crédit-bail		
		518	Dotation aux amortissements		
		519	Frais bancaires		
		520	Publicité		
		521	Assurance		
		522	Fournitures		
		523	Maintenance		
		524	Frais de voyage et d'hébergement		
		525	Honoraires juridiques		
		526	Développement professionnel		
		527	Logiciel		
		528	Impression		
		529	Commissions et autres charges		
		530	Autres charges		

Etape 2: Saisie

Toutes les transactions économiques sont enregistrées dans le système comptable à travers la saisie dans le journal.

LE JOURNAL

Un journal est un

- Enregistrement journalier des transactions
- Une liste de toutes les transactions par ordre chronologique
- Un livre de saisie original
- Un historique des débits et des crédits saisis dans des colonnes, la colonne de gauche pour l'enregistrement des débits et la colonne de droite pour l'enregistrement des crédits

Exemple des en-têtes dans un Journal Général

Date	Intitulé du compte et libellé	Num	Débit	Crédit

LA SAISIE AU JOURNAL

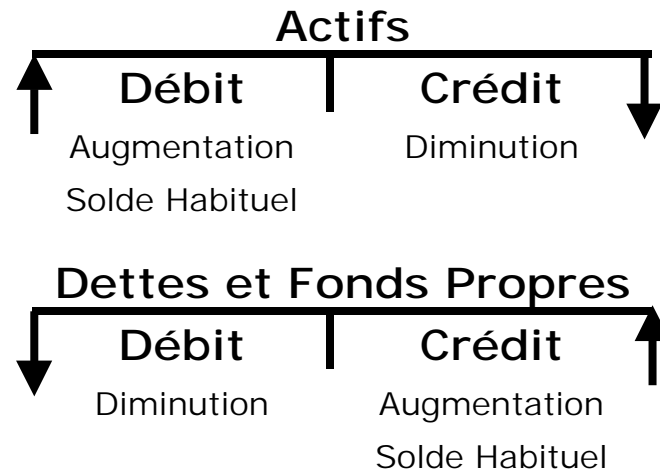
Une saisie au journal

- Est employée pour introduire des transactions dans le système comptable
- Enregistre la façon dont chaque transaction affecte soit un compte d'actif, de dette, des fonds propres, de produit et/ou de charge.
- A trois éléments (comptes en T):
 - Intitulé: nom du compte de l'actif, de dette, des fonds propres, des produits ou des charges
 - Les augmentations sur le côté gauche de l'équation (actifs) sont enregistrées comme débits
 - Les augmentations sur le côté droit (les dettes ou les fonds propres) sont enregistrées comme crédits

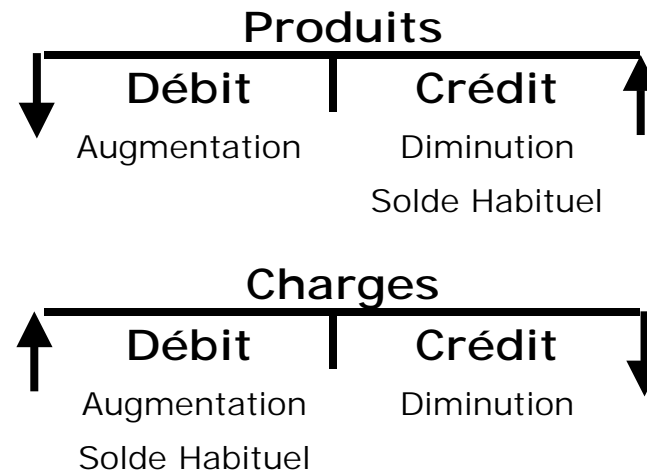
Exemple d'un compte en T

Intitulé du compte	
Débit	Crédit

L'Effet des Transactions Comptables sur le Bilan



L'Effet des Transactions Comptables sur le Compte de Résultat



Etape 3: Report

Après la saisie, l'étape suivante dans le cycle comptable consiste à reporter les écritures dans le Grand Livre.

Le report est le procédé qui consiste à reporter les écritures du journal au grand livre.

LE JOURNAL

Le journal est un document d'enregistrement chronologique des opérations.

Exemple d'un journal général

Date	Intitulé du compte et libellé	Num.	Débit	Crédit
1 juillet	Immobilisations - Ordinateur Caisse (achat d'un ordinateur au comptant)	116 101	4,000	4,000
3	Immobilisations - Mobylettes Caisse Dettes à court terme (achat de mobylettes au comptant et à crédit)	116 101 204	15,000	4,000 11,000
31	Caisse Epargne obligatoire (épargne collectée)	101 201	51,000	51,000

LE GRAND LIVRE

Par contre, le grand livre est un document d'enregistrement des opérations effectuées selon les numéros de comptes classés dans l'ordre des postes tel que défini par le plan comptable utilisé.

Caisse		Compte No. 101		
Date	Libellé	Débit	Crédit	Solde
				358,196
Juillet 1	Achat d'un ordinateur		4,000	354,196
3	Achat de mobylettes		4,000	350,196
31	Dépot d'épargne	51,000		401,196

Immobilisations		Compte No. 116		
Date	Libellé	Débit	Crédit	Solde
				230,504
Juillet 1	Achat d'un ordinateur	4,000		234,504
3	Achat de mobylettes	15,000		249,504

Un compte du grand livre retrace, à un endroit unique toutes les informations concernant un actif, une dette, les fonds propres, les charges ou les produits.

Chaque compte du grand livre s'identifie par son intitulé et son numéro, comme indiqué dans le plan comptable.

LES SOLDES D'OUVERTURE

Les soldes (continus) sont reportés d'une période à l'autre et représentent les soldes sur les comptes du bilan (les soldes du compte de résultat démarrent l'exercice à zéro car ils sont soldés à la fin de l'exercice

précédent). Tout enregistrement de débit ou de crédit dans le compte de caisse représente une entrée ou une sortie au comptant (identifié par les écritures au journal). Le montant d'espèces qui appartient à l'institution à une date donnée (ex: le 09 août) est le **solde du compte** à cette date. Le solde du compte est égale à la différence entre le total des débits et le total des crédits sur le compte.

- Les postes du bilan sont un résumé de l'ensemble des actifs, des dettes, et des fonds propres d'une institution depuis sa création.
- Le compte de résultat reflète les produits et les charges au cours d'une période de temps définie et, de ce fait, ces soldes ne sont pas reportés d'un exercice à l'autre.

Le compte de caisse au grand livre, « exemple : numéro 101 », enregistre toutes les opérations de caisse. Il est un des comptes les plus importants (sensibles) pour une IMF puisque :

- Le nombre d'opérations de caisse est élevé pour la plupart des IMF.
- Les risques de fraude sont plus importants que sur d'autres postes d'actif.
- Payer les créditeurs en temps et en heure améliore la réputation et la situation financière de l'IMF.

RAPPROCHEMENT BANCAIRE

Périodiquement (d'ordinaire tous les mois), il convient de faire le rapprochement entre le relevé bancaire et les enregistrements comptables dans le « compte banque ». Ce contrôle donne la possibilité à l'IMF d'identifier les différences entre les soldes de l'institution et les soldes de la banque. Les différences peuvent être dues au timing, par exemple les chèques non débités ou les versements à encaisser, ou une erreur. L'opération consiste à partir du solde bancaire figurant sur le relevé de compte, à soustraire tout chèque non débité et à ajouter tout versement encaissé par la banque et non enregistré par l'institution. La préparation et la revue régulière du rapprochement bancaire est un aspect clé des fonctions du contrôle interne.

Etape 4: Balance

Une balance est faite pour vérifier que les débits et les crédits sont en équilibre (une fois que toutes les opérations au journal sont reportées dans le grand livre).

La balance est préparée en:

1. Prenant les soldes des comptes du grand livre
2. Reportant les comptes qui ont un solde débiteur sur une colonne, sur l'autre ceux qui ont un solde créditeur
3. Faisant le total des soldes débiteurs
4. Faisant le total des soldes créditeurs
5. Comparant le total des soldes débiteurs et le total des soldes créditeurs. (Les totaux doivent être égaux pour que les comptes au grand livre soient équilibrés.)

Une balance est un premier test qui vérifie que le report au grand livre est exact. Par contre, elle ne garantit pas que les comptes au grand livre sont sans erreur. Certaines erreurs ne peuvent pas être détectées avec une balance avant inventaire qui est en équilibre.

Etape 5: Les écritures d'inventaire

Quand la balance est complétée et équilibrée, on procède aux écritures d'inventaires par lesquelles on enregistre les opérations n'ayant pas été enregistrées précédemment, par exemple, les dotations aux provisions pour créances douteuses et aux amortissements, les provisions pour créances douteuses, et les charges et produits constatés d'avances.

DOTATIONS ET PROVISIONS POUR CREANCES DOUTEUSES, ET ABANDONS DE CREANCES

Provisions pour créances douteuses	Dotations aux provisions aux créances douteuses	Abandons de créances
<ul style="list-style-type: none">• Une charge non décaissable qui représente le montant du principal restant dû que l'institution pense ne pas pouvoir recouvrir.• Elle est enregistrée comme un actif négatif dans le bilan, comme une réduction de l'encours de crédit brut ou comme une dette.	<ul style="list-style-type: none">• Un montant enregistré comme une charge sur le compte de résultat.• Elle augmente la provision pour créances douteuses.	<ul style="list-style-type: none">• Sont des écritures comptables.• Elles ne signifient aucunement qu'il faut cesser les efforts de recouvrement des prêts.• Elles diminuent la provision pour créances douteuses et l'encours brut de crédits.

Traitement des Provisions pour Créances Douteuses et Abandons de Créances

Une provision enregistre la possibilité qu'un actif du bilan ne soit pas réalisable à 100%. La perte probable de valeur d'un actif peut être due à des événements tels que la dépréciation d'un bien, la perte de stock, ou des créances irrécouvrables.

La provision est un moyen de passer progressivement en charge cette perte probable de valeur au cours de la période pendant laquelle l'actif en question génère un revenu, au lieu d'attendre que la perte soit effective.

Les provisions ne sont que des écritures et des estimations comptables. Ces opérations n'ont pas d'incidences sur les disponibilités.

Les dotations aux provisions pour créances douteuses pour un exercice sont passées en charges au compte de résultat. Le montant correspondant se constitue progressivement dans le bilan au poste provision qui est un actif négatif:

L'enregistrement comptable est:

Débit	Dotation aux provisions pour créances douteuses
Crédit	Provisions pour créances douteuses

Pertes sur créances irrécouvrables ou abandons de créances sont enregistrés lorsqu'il est certain que des créances sont irrécouvrables. Puisque l'on a déjà tenu compte, dans les livres comptables, de la possibilité que certains crédits soient irrécouvrables, par l'intermédiaire des provisions, lorsque l'on effectue un abandon de créances, on modifie en contrepartie le compte de provisions et on déduit les pertes de l'encours de crédit brut.

L'enregistrement comptable est:

Débit	Provisions pour créances douteuses
Crédit	Encours de crédit brut

Les abandons de créances n'affectent pas l'encours de crédit net à moins qu'il y ait eu augmentation des provisions pour créances douteuses au préalable.

Lorsque les créances abandonnées sont recouvrées, on les enregistre au compte de résultat comme des produits divers.

Source: Joanna Ledgerwood. *Financial Management Training for Microfinance Organizations*, Calmeadow, 1996.

AMORTISSEMENTS

Lorsque l'on achète un bien, on n'enregistre pas le coût total de ce bien en charge dans le compte de résultat. Ce bien est **amorti** progressivement : chaque année, un montant égal à la portion annuelle de sa vie utile est **passé en charge**. Il faut passer cette écriture à la fin de chaque année ou à la fin de chaque exercice.

CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

Comptabiliser les produits à recevoir signifie enregistrer les produits qui n'ont pas encore été reçus. Comptabiliser les charges à payer signifie constater et enregistrer une charge qui n'a pas encore été payée.

Etape 6: Les écritures de clôtures

Solder les comptes de produits et de charges à la fin de chaque exercice comptable en reportant leur solde dans le compte de « résultat de l'exercice ». Les écritures de clôtures:

- Sont passées après l'achèvement de la balance après inventaire.
- Solder des comptes de produits en débitant ces comptes et en créditant le compte de résultat de l'exercice au bilan.
- Solder des comptes de charges en créditant ces comptes et en débitant le compte de résultat de l'exercice.

L'effet net d'une telle écriture sur le compte de résultat de l'exercice est égal au résultat (bénéfice ou à la perte net(te) d'exploitation) pour la période, conformément au compte de résultat.

L'étape finale consiste à reporter les soldes de la balance après inventaire dans les états financiers. En plus du résultat de l'exercice, les subventions de l'année doivent être transférées séparément du compte de résultat sur le bilan.

Etape 7: Préparations des états financiers

Préparation du bilan, du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie.

Etape 8: Clôture

Les livres sont préparés pour le prochain cycle.



Pour prendre les décisions, la direction et les actionnaires ont besoin à la fois des états financiers eux-mêmes et de plusieurs autres rapports de gestion, en particulier ceux qui retracent l'activité du portefeuille de crédits. De plus, on peut calculer différents indicateurs afin de faciliter l'analyse de l'IMF et d'aider à la prise de décision.

Systeme d'Information de Gestion

Un système d'information de gestion est une « série de processus et d'actions destinés à collecter des données brutes, à les traiter pour les transformer en informations utilisables, et à les communiquer aux utilisateurs sous une forme adaptée à leurs besoins. »

Waterfield, Charles et Ramsing, Nick. Management Information Systems for Microfinance Institutions: A Handbook. Technical Tool Series No. 1. Washington, DC: Consultative Group to Assist the Poorest, 1998.

Le système de comptabilité et le système de suivi du portefeuille sont les composantes essentielles du système d'information de gestion. L'ensemble des états financiers, des rapports de gestion et des indicateurs constituent les données produites par le système d'information.

Une bonne information, donnée sous une forme utile et en temps utile permet aux différentes parties concernées de participer à la gestion de façon significative. Pour atteindre cet objectif, une IMF doit déterminer ses besoins en informations en identifiant quels sont les utilisateurs de l'information et en évaluant les besoins de chaque groupe d'utilisateurs.

Indicateurs pour l'Analyse Financière

Un système d'information sert à produire des informations destinées à la prise de décision. Et pour cela, la meilleure information est celle qui est présentée sous la forme concise d'un indicateur financier ou de gestion.

Waterfield and Ramsing, p. 39.

Habituellement, les indicateurs comparent deux ou plusieurs données, sous la forme d'un ratio qui est plus parlant que deux résultats pris individuellement.

Analyse de la Qualité du Portefeuille

- Taux d'impayés
- Portefeuille à risque
- Balance âgée du portefeuille de crédits
- Taux d'abandon de créances

Efficacité et Productivité

- Nombre d'emprunteurs actifs par employé
- Nombre d'emprunteurs actifs par agent de crédit
- Encours de crédits par agent de crédit
- Nombre de clients par agence
- Rendement du portefeuille
- Efficacité administrative
- Efficacité opérationnelle
- Charges de personnel en pourcentage des charges administratives

Rentabilité

- Rendement retraité de l'actif
- Rendement retraité des fonds propres
- Autosuffisance opérationnelle
- Autosuffisance financière

Ratios d'Efficacité

Ratios de productivité du personnel

- Nombre d'emprunteurs actifs par employé
- Nombre d'emprunteurs actifs par agent de crédit
- Nombre d'emprunteurs actifs par agence
- Encours brut de crédits par agent de crédit

Ratio de productivité financière

Rendement du portefeuille =

$$\frac{\text{Produits des intérêts et commissions sur crédits}}{\text{Encours de crédits net moyen}}$$

Ratios d'efficacité opérationnelle

$$\text{Efficacité opérationnelle} = \frac{\text{Charges d'exploitation totales} + \text{dons en nature}^*}{\text{Encours de crédits net moyen}}$$

$$\text{Efficacité administrative} = \frac{\text{Charges de personnel} + \text{Autres charges administratives} + \text{dons en nature}}{\text{Encours de crédits net moyen}}$$

Ratio de Charge de personnel

$$\frac{\text{Charges de personnel} + \text{Dons de personnel en nature}}{\text{Total des charges administratives} + \text{total des dons en nature}}$$

Indicateurs de Rentabilité

Terme	Formule de calcul	Définition
Résultat d'exploitation retraité	Produits d'exploitation – Charges d'exploitation retraitées	Le résultat de l'institution
Rendement retraité des actifs	$\frac{\text{Résultat d'exploitation retraité}}{\text{Actifs totaux moyens}}$	Avec quel niveau de productivité l'institution a-t-elle utilisé ses actifs?
Rendement retraité des fonds propres	$\frac{\text{Résultat d'exploitation retraité}}{\text{Fonds propres moyens}}$	Rendement des fonds propres de l'institution
Autosuffisance opérationnelle	$\frac{\text{Produits d'exploitation}}{\text{Total des charges d'exploitation}}$	Le niveau de couverture des charges d'exploitation par les produits d'exploitation
Autosuffisance financière	$\frac{\text{Produits d'exploitation}}{\text{Charges d'exploitation retraitées}}$	Le niveau de couverture des charges d'exploitation retraitées par les produits d'exploitation



Contrôles Internes

Les contrôles internes

- Assurent la protection des actifs,
- Améliorent la qualité du service aux clients,
- Garantissent la fiabilité des informations financières,
- Garantissent l'adhésion du personnel aux politiques et directives de l'institution.

Sources de Risque

- Risque de défaillance
- Risque de fraude
- Risque d'illiquidité
- Risque en matière de gouvernance
- Risque en matière de sécurité
- Risques informatiques

Audits Externes

Un audit externe est un examen, formel et indépendant, des états financiers d'une entité, de ses enregistrements, transactions, et opérations conduit par des experts comptables ayant pour l'objectif de

- Donner de la crédibilité aux états financiers et autres rapports de gestion,
- Servir de garantie pour les bailleurs de fonds,
- Identifier les points faibles des systèmes et des contrôles internes.
- L'étendue des tâches diffère significativement en fonction des objectifs de chaque audit.



Bilan

Le bilan est la synthèse (une photographie) de la situation financière d'une organisation à une date donnée; par conséquent il est statique. Il présente les ressources économiques d'une organisation (comme la caisse, l'encours de crédits, les investissements ou les immobilisations) et les emplois correspondant à ces ressources, les dettes (comme les emprunts ou les charges à payés) et les fonds propres (résultat d'exploitation ou la différence entre les actifs et les dettes). Tous les montants sont cumulés, depuis la création de l'institution. Sur un bilan, les actifs sont égaux aux dettes plus les fonds propres.

Pourquoi s'appelle-t-on ceci un "bilan" ? Qu'est ce qui doit s'équilibrer ?

Tous les actifs de l'institution sont financés soit par des parties extérieures à l'institution (endettement), soit par des investisseurs, dont des bailleurs de fonds ou d'autres parties intéressées (fonds propres). La valeur totale des actifs est donc égale à la somme des sources de financement. Les deux côtés du bilan constituent deux manières de décrire les mêmes ressources d'une institution : les actifs de l'institution d'un côté et les sources de financement de ces actifs de l'autre.

ACTIF

L'actif représente ce que l'institution possède ou ce qui lui est dû. Les actifs constituent un investissement permettant de générer des liquidités dans le futur. Au bilan, les actifs égalent toujours la somme des dettes plus les fonds propres.

Généralement, les actifs apparaissent au bilan par ordre de liquidité : les actifs circulants et les actifs immobilisés dont les équipements.

Actifs circulants

La trésorerie (caisse et disponibilités bancaires), des titres négociables, des comptes à recevoir et des stocks qui, dans une situation normale, peuvent être transformés en liquidités dans un délai maximum d'un an

Caisse et disponibilité bancaire

Tous les soldes disponibles pour l'institution en fonction de ses besoins tels que l'argent liquide, les fonds provenant de dépôts à vue sur des comptes épargne (rémunérés ou pas).

Réserves déposés à la Banque centrale

Il s'agit des fonds déposés à la Banque centrale en fonction des normes imposées par l'organe de réglementation bancaire (dans certains pays). Le montant est généralement déterminé en pourcentage des actifs détenus par l'institution de microfinance ou de son niveau d'endettement. Les réserves ne s'imposent qu'aux institutions financières soumises à la réglementation bancaire.

Encours brut de crédit

Il s'agit du montant total du capital restant dû sur les crédits à jour, *et* en impayés (retard). « Les impayés » doivent faire l'objet d'une définition précise par l'institution. Le moment où un crédit passe en impayé est fonction de l'augmentation du risque de défaut de paiement (c'est-à-dire, lorsque l'emprunteur ne remboursera plus). Il

faut pour cela prendre en compte le type de crédit, la durée du crédit, l'échéancier et les expériences passées de l'institution.

Encours net de crédit

Tous les prêts décaissés et non encore remboursés ou abandonnés diminuent des provisions pour créances douteuses. L'encours net de crédit indique seulement le capital restant dû, il ne comprend pas les intérêts attendus des prêts.

Provision pour créances douteuses

Montant provisionné pour couvrir les pertes probables sur le portefeuille de crédits. Lorsque l'on crée cette provision (ou qu'on la modifie), la dépense servant à couvrir les pertes sur les crédits effectués (que l'on appelle dotation aux provisions pour créances douteuses) est enregistrée au compte de résultat comme une charge. Le montant de la provision pour créances douteuses est enregistré au bilan en actif soustractif - diminuant ainsi l'encours brut de crédits. Les pertes constatées ou les abandons de créances sont enregistrés uniquement au bilan (et non au compte de résultat), comme une réduction du montant des provisions pour créances douteuses et de l'encours de crédits brut.

Autres actifs à court terme

C'est-à-dire les postes qui ne sont pas mentionnés ci-dessus tels que :

- *Intérêts à recevoir* : intérêts exigibles mais qui n'ont pas encore été payés, ils sont enregistrés comme « à recevoir »,
- *Débiteurs divers et comptes de régularisation* : toute forme d'engagement à payer l'institution pour des services qui ont déjà été vendus ou des produits qui ont déjà été livrés,
- *Charges constatées d'avance* : par exemple les loyers payés

d'avance ou une police d'assurance payée pour la période à venir.

Immobilisations financières

Investissements qui ne sont pas destinés à être vendus rapidement - et donc non considérés comme une source de liquidité immédiate - et qui resteront au bilan pour plus d'un exercice comme les actions, les obligations, les billets à ordre, les titres **fonciers**.

Immobilisations corporelles

Ce terme recouvre l'ensemble des actifs qui ne sont pas immédiatement transformables en liquidités. Par exemple les terrains, les immeubles, les machines, les fournitures, les véhicules.

- *Valeur* : les biens immobiliers et les équipements sont enregistrés à leur coût d'achat ou à leur prix d'acquisition.
- *Amortissements* : charges calculées, passées chaque année en fonction de l'estimation de la durée de vie utile de chaque actif. La dotation aux amortissements représente une diminution de la valeur du bien et des équipements pour rendre compte de leur usure au cours de l'exercice comptable ou de l'obsolescence. La dotation aux amortissements est enregistrée chaque année dans le compte de résultat comme une charge, ce qui accroît le poste « amortissements » au bilan du même montant. Tout comme les provisions pour créances douteuses, l'amortissement (cumul) vient en diminution de l'actif.
- *Immobilisations nettes* : coût d'achat ou prix d'acquisition d'un bien dont l'institution est propriétaire *diminué* des amortissements cumulés.

PASSIFS (DETTES + FONDS PROPRES)

Les dettes représentent ce que l'institution doit à des tiers, soit sous la forme d'emprunts contractés soit sous la forme d'engagements à fournir des produits et des services dans le futur.

Epargne obligatoire

Comptes de dépôts que les clients doivent ouvrir dans l'institution de microfinance pour y déposer leur argent. Ces fonds doivent être remboursés à terme aux clients par l'institution (généralement lorsque le crédit a été remboursé, ou lorsque le client quitte l'institution) ; les dépôts obligatoires peuvent être ou ne pas être rémunérés par l'institution. Si les dépôts obligatoires sont déposés auprès d'une autre institution financière (par exemple dans le cas d'une IMF ne collectant pas de dépôts mais demandant à ses emprunteurs de déposer une garantie dans la banque où est logée sa ligne de crédit, ou cas d'une IMF préconisant la constitution d'épargne dans une banque en parallèle à l'accès au crédit), ils ne doivent pas apparaître au bilan de l'institution et ne peuvent constituer des ressources destinées à financer l'actif.

Epargne volontaire

Dépôts que les clients font volontairement au sein de l'institution de microfinance. Bien qu'il s'agisse d'un poste de passif pour l'institution, les dépôts volontaires sont différents des fonds empruntés car il n'y a pas de date précise pour leur restitution ou d'échéancier. Les dépôts volontaires sont généralement rémunérés par l'institution.

Dépôts à terme

Fonds déposés par les clients au sein d'une institution de microfinance pour une période de temps donnée. Le taux d'intérêt servi augmente généralement avec la durée des dépôts.

Emprunts aux conditions du marché

Encours dû par une institution de microfinance à une banque ou à un autre bailleur, et pour lequel l'institution paie un taux d'intérêt de marché. Il peut s'agir d'emprunt à court terme ou à long terme. Les

Emprunts auprès de la Banque centrale	emprunts à long terme sont des emprunts à plus d'un an. Encours que l'institution doit à la Banque centrale et pour lequel elle paie un intérêt (souvent en fonction du taux d'escompte).
Emprunts à taux subventionnés	Encours que l'institution doit à une banque ou à d'autres bailleurs, pour lequel elle paie un taux d'intérêt inférieur au taux du marché (taux subventionné).
Autres dettes à court terme	Montant que l'institution doit à une banque, à d'autres prêteurs ou à d'autres organismes, (comme les arriérés de loyer), et qu'elle doit rembourser dans un délai inférieur à un an. Elles comprennent également les charges à payer et produits comptabilisés/constatés d'avance.
Revenu affecté ou défermé (court terme ou long terme)—	Les fonds reçus mais affectés à un usage ultérieur ou pour une activités spécifiques sont classés comme dettes dans le bilan parce qu'ils devront être restitués aux bailleurs en cas de non exécution des objectifs. Les fonds affectés ne sont pas enregistrés comme des produits tant que les services ou produits pour lesquels ils sont en places ne sont faits. Quand les IMF reçoivent des fonds affectés, elles ont des obligations de résultat comme stipulé dans l'accord avec le bailleur. Quand l'IMF aura rendu le service (exemple: prêts aux micro entrepreneurs dans certaines zones), alors les dépenses ont lieu. Les produits différés constituent alors des subventions d'exploitations pour couvrir ces dépenses engagées.
Autres dettes à long terme	Montants que l'institution doit à une banque, à d'autres prêteurs ou à d'autres organismes et qu'elle doit rembourser dans un délai supérieur à un an, à compter de la date d'établissement des états financiers.

FONDS PROPRES

Les fonds propres sont aussi appelés capital. Contrairement à l'endettement, les fonds propres n'ont pas à être remboursés aussi rapidement que les dettes. C'est la raison pour laquelle ils représentent la valeur de l'institution. Les fonds propres équivalent aux actifs moins les dettes. Les fonds propres sont le lien entre le bilan et le compte de résultat, puisque à la fin de chaque exercice, le bénéfice (ou la perte) du compte de résultat est transféré au niveau des fonds propres dans le bilan.

Capital social (appelé et versé)	Montant des fonds apportés par les actionnaires à l'institution.
Subventions en fonds propres (montants cumulés des années antérieures)	Cumul des montants des subventions reçues par l'institution.
Subventions en fonds propres de l'exercice	Ensemble des subventions qui ont été apportées au cours de l'exercice.
Report à nouveau	Montant cumulé des bénéfices ou des pertes des exercices antérieurs depuis la création de l'institution. On parle aussi de bénéfices non distribués ou de résultats mis en réserve.
Résultat net d'exploitation (hors subvention)	Montant du bénéfice ou de la perte généré(e) au cours de l'exercice.
Autres postes de fonds propres	Fonds spéciaux ou réserves tels que contributions non remboursables de la part des clients, réserves obligatoires prévues par la loi ou différences éventuelles entre produits et charges hors exploitation.

Compte de Résultat

Le compte de résultat reflète une image dynamique de ce qui est gagné par l'institution ou de ce qui est dépensé pour mener l'activité de l'institution. Il permet de dégager le coût total de ses activités et de voir s'il y a eu excédent ou déficit (bénéfice ou perte) pour la période considérée.

PRODUITS

En termes comptables, les produits sont de l'argent gagné par l'institution pour les produits vendus et les services fournis pendant une période donnée. Lorsque une institution fournit des services à ses clients, elle reçoit des produits en espèce ou en compte de client (prélèvement).

PRODUITS D'EXPLOITATION

Le produit d'exploitation est le revenu obtenu par les activités principales de l'institution. Pour une IMF, le produit d'exploitation est généré par des intérêts sur crédits aux clients; des commissions sur crédits ; des produits sur placements à la banque, etc..

Produits des intérêts sur crédits

Montants reçus des clients ayant contracté un emprunt auprès de l'institution pour une période de temps donnée. Le taux d'intérêt est exprimé en pourcentage du montant prêté. Le terme « intérêts reçus » fait référence aux intérêts payés par l'emprunteur. Le terme « intérêts courus non échus » fait référence aux intérêts dus par les clients à l'institution mais non encore encaissés.

Remarque : le remboursement du capital ne fait pas partie des produits financiers. Les remboursements du principal d'un crédit n'affectent que le bilan (c'est-à-dire : diminution du poste « encours de crédits » et augmentation du poste « de trésorerie »).

Commissions sur crédits

Montants acquittés par les emprunteurs ou les membres pour les crédits octroyés par l'institution (exprimés en pourcentage). Les commissions sont habituellement payées en une fois, préalablement au crédit. Il existe aussi des pénalités pour les paiements partiels ou en retard et celles-ci sont constatées une fois le paiement est impayé.

Produits des placements

Montant des intérêts reçus par une institution sur ses placements tels que les dépôts rémunérés, les dépôts à terme, les bons du trésor, etc.

CHARGES

Les charges représentent les coûts des biens et services utilisés afin de générer des produits. Elles sont considérées comme "les coûts des affaires" puisqu'elles représentent les coûts engagés pour que l'institution puisse générer des produits et rester opérationnel. Les charges directes d'une IMF comprennent les charges financières, les charges d'exploitation, et les dotations aux provisions pour créances douteuses.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges qui sont liées directement à l'activité principale (le crédit ou l'épargne) pour une période donnée. Pour les institutions de microfinance avec une seule activité, tous les coûts doivent s'y trouver. Pour les institutions aux services multiples, tous les coûts directs des opérations financières et une partie proportionnelle des frais administratifs doivent être inclus.

Intérêt dus sur comptes de dépôt de la clientèle

Sommes versées aux clients ayant des comptes de dépôt dans l'institution (soit volontaires, soit obligatoires).

Intérêts et commissions dus

Intérêts et commissions versés aux banques ou à d'autres institutions financières en contrepartie de crédits accordés à l'institution.

Remarque : le remboursement du principal d'un emprunt bancaire ne fait pas partie des charges financières.

Dotations aux provisions pour créances douteuses

Montant fondé sur les données historiques sur les impayés de l'institution et sur le niveau existant des provisions pour créances douteuses. Le montant de la dotation aux provisions pour créances douteuses correspond au niveau d'augmentation nécessaire de la provision sur un exercice pour couvrir le montant des défauts de paiement attendus sur le portefeuille de crédits. Bien que la dotation aux provisions pour créances douteuses soit une charge calculée, elle est considérée comme une charge directe pour une institution de microfinance, même si les crédits n'ont pas encore été passés en perte.

CHARGES ADMINISTRATIVES

Les charges considérées comme une sous-catégorie des charges d'exploitations.

Frais de personnel (salaires et avantages sociaux)

Paiement de l'institution à son personnel pour services rendus. Il s'agit d'ordinaire du poste de charges d'exploitation le plus important pour une institution de microfinance.

Loyer

Paiement versé à titre de loyer pour un terrain ou/et pour des bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité, pendant une période de temps donnée.

Frais de transport et de voyage

Charges correspondant aux frais de transport, de voyage, et d'hébergement du personnel lorsqu'il se déplace pour le compte de

l'institution.

Dotation aux amortissements

Il s'agit d'une charge annuelle calculée, déterminée en estimant l'usure de chaque bien. On utilise la méthode la plus courante, c'est-à-dire celle de l'amortissement linéaire : pour un bien dont la durée de vie utile est de 5 ans, la *dotation* aux amortissements représentera un cinquième de son prix d'achat par an et cela pendant cinq ans. La dotation aux amortissements augmente le montant du poste *amortissements* au niveau du bilan (comme pour la dotation aux provisions pour créances douteuses, qui est une charge, et la provision pour créances douteuses, qui vient en diminution de l'actif).

Autres charges

Autres dépenses auxquelles doit faire face une institution pour exercer son activité comme l'achat de fournitures, les frais d'impression/publicité, les frais de port et de téléphone, les assurances, les charges d'eau, de gaz et d'électricité, la formation du personnel, les réunions du conseil d'administration et des organes de gestion, le recours au conseil juridique et autres services, les charges bancaires, les charges liées à la réparation et à l'entretien, les charges de coursier et les pertes de change, les impôts, etc.

RESULTAT NET D'EXPLOITATION

Revenu directement lié aux opérations de crédit et de collecte de l'épargne de l'institution *moins* les charges qui sont directement rattachées à ces activités (charges d'exploitation).

PRODUITS ET CHARGES HORS EXPLOITATION

Les revenus qui ne sont pas produits par l'activité principale de l'institution (ex. les subventions) ; les charges qui ne sont pas liées aux activités principales de l'institution.

DONS/DOTATIONS

Fonds donnés à l'institution dans l'année (pour lesquels les conditions, si existantes, ont été remplies) pour couvrir ses charges d'exploitation, les fonds de crédits, etc..

AUTRES PRODUITS ET CHARGES HORS EXPLOITATION

Autres produits générés par l'institution pour des services qu'elle a rendus en dehors des activités de crédit et d'épargne, comme par exemple les honoraires de formation et les charges afférentes.



Les documents suivants sont recommandés sur la comptabilité.

Christen, R.P. Banking Services for the Poor: Managing for Financial Success: An Expanded and Revised Guidebook for Microfinance Institutions. Cambridge, MA: Accion International, 1997 (ISBN 958-96092-0-1).

Disclosure Guidelines for Financial Reporting by Microfinance Institutions. Washington, DC: Consultative Group to Assist the Poorest, 2001. Disponible sur (en français également)
http://www.cgap.org/html/p_technifsg.html.

Epstein, Barry, and Ali Mirza, Abbas. Wiley IAS 2001: Interpretation and Application of International Accounting Standards 2001. New York: John Wiley and Sons, 2001. Disponible sur
<http://www.ids.ac.uk/cgap/static/2043.htm>.

Audits externes des institutions de microfinance. Série "Outil technique" No. 3. Volume 1, A l'usage des clients d'audit: Conseils d'administration, dirigeants, bailleurs de fonds, créanciers et investisseurs. Washington, DC: Groupe Consultatif d'Assistance aux Plus Pauvres, (1998). Disponible sur
<http://microfinancement.cirad.fr/fr/frame6.html>.

Audits externes des institutions de microfinance. Série "Outil technique" No. 3. Volume 2, A l'usage des clients d'audit: Auditeurs externes. Washington, DC: Groupe Consultatif d'Assistance aux Plus Pauvres, (1998). Disponible sur <http://microfinancement.cirad.fr/fr/frame6.html>.

Financial Ratio Analysis of Microfinance Institutions. Small Enterprise Education and Promotion Network (SEEP)/Calmeadow, 1995 (ISBN 0-9637044-8-6).

Format for Appraisal of MFIs. Washington, DC: Consultative Group to Assist the Poorest. Disponible sur (en français également) : http://www.cgap.org/html/p_technical_guides04.html.

Helms, Brigit S. Imputation des coûts pour les institutions de microfinance multiservices. Etude Spéciale No. 2. Washington, DC: Groupe Consultatif d'Assistance aux Plus Pauvres, 1998. Disponible sur http://www.cgap.org/html/p_occasional_papers02.html.

IASC International Accounting Standards. London: International Accounting Standards Board, 2001.

Ledgerwood, J. *Financial Management Training for Microfinance Organizations*, Calmeadow, 1996.

Ledgerwood, J. *Microfinance Handbook: An Institutional and Financial Perspective*. Washington DC: Sustainable Banking with the Poor, World Bank, 1998 (ISBN 0-8213-4306-8).

Tracy, John A. *Accounting for Dummies*. Second ed. IDG Books Worldwide, Inc., 2001 (ISBN 0-7645531-4-3).

Waterfield, Charles et Ramsing, Nick. Système d'information de gestion pour les institutions de microfinance: Guide pratique. Série "Outil technique" No. 1. Washington, DC: Groupe Consultatif d'Assistance aux Plus Pauvres, 1998. Disponible sur <http://microfinancement.cirad.fr/fr/frame6.html>.